

ACTION URGENTE

DEUX MILITANTS DES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES PORTÉS DISPARUS

Dexter Capuyan et Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus, deux militants des droits des peuples autochtones habitant la région de la Cordillère, dans le nord des Philippines, sont portés disparus depuis le 28 avril 2023. Ils ont probablement été soumis à une disparition forcée par les forces de sécurité. Leurs familles ont reçu des informations crédibles selon lesquelles deux personnes correspondant à leur description auraient été enlevées à proximité du lieu où ils ont été vus pour la dernière fois, par des individus non identifiés affirmant travailler pour la police, mais n'ont obtenu ni confirmation, ni démenti des forces de sécurité à ce sujet.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Défense nationale :
Senior Undersecretary Carlito Galvez Jr.
OIC, Department of National Defense
comms@dnd.gov.ph

Ministre de l'Intérieur et des collectivités locales :
Secretary Benjamin C. Abalos Jr.
Department of the Interior and Local Government
bcabalosjr@dilg.gov.ph

Messieurs les Ministres,

Je vous écris pour vous faire part de ma vive préoccupation face à la disparition des militants des droits des peuples autochtones Dexter Capuyan et Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus, dont les proches n'ont plus de nouvelles depuis plusieurs semaines et qui pourraient avoir été soumis à une disparition forcée par les forces de sécurité. Ils ont été vus pour la dernière fois dans la ville de Taytay (province de Rizal) le 28 avril. On ignore tout de leur sort et de l'endroit où ils se trouvent. Leurs familles ont tenté de les trouver en se rendant auprès de services de l'armée et de la police, mais la plupart ont refusé de les aider, y compris de les laisser entrer, et elles n'ont pas réussi à obtenir une déclaration catégorique indiquant si les deux hommes sont ou non détenus par les autorités, comme le prévoit la loi.

J'ai appris avec inquiétude que leurs proches ont été informés par des témoins que deux hommes correspondant à leur description avaient été enlevés par des individus non identifiés affirmant travailler pour la police aux alentours de l'heure et du lieu où ils ont été vus pour la dernière fois. Leurs familles n'ont reçu ni confirmation, ni démenti des forces de sécurité quant à l'existence d'une telle opération, qu'elle ait été officielle ou non.

Ce n'est pas la première fois, au cours de la dernière année écoulée, que des défenseur-e-s des droits humains et des militant-e-s sont enlevés ; certains ont été par la suite remis en liberté par des personnes qu'ils ont identifiées comme liées aux autorités. Avant leur disparition, le gouvernement n'avait eu de cesse de les qualifier de « rouges » ou de les accuser d'être membres du Parti communiste des Philippines–Nouvelle Armée du peuple (CPP-NPA).

Afin de vous conformer aux obligations internationales de vos services et du gouvernement en matière de droits humains, je vous appelle à :

- **Faire la lumière sur le sort de Dexter Capuyan et Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus et le lieu où ils se trouvent, en veillant à ce qu'une enquête approfondie, indépendante, impartiale, transparente et efficace soit menée dans les meilleurs délais sur leur disparition, ainsi qu'en autorisant et en organisant des recherches méticuleuses dans les différents lieux de vos services ;**
- **Indiquer de façon catégorique si ces deux hommes sont détenus ou non par les autorités, conformément à la Loi de 2012 contre les disparitions forcées ou involontaires ; et**
- **S'ils sont détenus, les libérer immédiatement et veiller à ce que les responsables présumés de leur disparition forcée soient traduits en justice et jugés équitablement.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Dexter Capuyan et Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus sont tous deux militants des droits des peuples autochtones et originaires de la région de la Cordillère, dans le nord de l'île de Luzon, aux Philippines.

Le premier, âgé de 56 ans, est membre de la communauté Bontoc-Kankanaey-Ibaloi et se trouvait à Taytay, dans la province de Rizal, où il a été vu la dernière fois et devait aller se faire soigner, selon ses proches, quand on a perdu sa trace. Avant sa disparition, le gouvernement l'avait accusé d'être un responsable de haut rang de la Nouvelle Armée du peuple (NPA). Il figurait également sur une liste de dirigeants présumés du Parti communiste des Philippines (CPP) publiée par le ministère de la Défense nationale et le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales. En outre, il faisait partie des plus de 600 personnes nommées dans la procédure engagée par le ministère de la Justice pour faire interdire le CPP-NPA en tant qu'organisation terroriste. Cette liste a finalement été réduite à huit noms, parmi lesquels celui de Dexter Capuyan ne se trouvait pas, et la procédure a par la suite été rejetée par les tribunaux. Les autorités continuent toutefois d'offrir une prime de 2,85 millions de pesos philippins pour son arrestation pour deux meurtres, accusation dont ses proches pensent qu'il n'a pas été informé. Des affiches indiquant qu'il était « recherché mort ou vif » ont été accrochées dans la province d'Apayao.

Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus, âgé de 27 ans, est membre du personnel du Réseau philippin pour les droits des peuples autochtones (TFIP). Il a étudié le journalisme à l'Université des Philippines dans la ville de Baguio, où il a présidé l'Alliance des étudiants préoccupés et le Conseil de direction local de l'université avant d'obtenir son diplôme en 2016. Il a également été coordinateur régional de l'Union nationale des étudiants des Philippines pour la région de la Cordillère.

Avant la disparition de ces deux hommes, plusieurs autres militant-e-s ont également été enlevés par des personnes non identifiées dans des cas probables de disparition forcée aux mains des forces de sécurité de l'État. Certains ont été libérés à la suite de demandes publiques. En janvier 2023, Dyan Gumanao et Armand Jake Dayoha, travaillant dans le domaine du développement, ont été enlevés dans la ville de Cebu et sont restés portés disparus pendant six jours. Après leur libération, ils ont décrit lors d'une conférence de presse la torture émotionnelle et psychologique à laquelle les ont soumis leurs ravisseurs, qui les ont interrogés en leur demandant s'ils étaient membres d'un groupe terroriste. En août 2022, Stephen Tauli, un autre militant des droits des peuples autochtones originaire de la région de la Cordillère également qualifié de « rouge » à plusieurs reprises, a été enlevé par des hommes armés avant d'être relâché le lendemain. Comme Dyan Gumanao et Armand Jake Dayoha, il a déclaré avoir été interrogé par ses ravisseurs et forcé à signer un document dans lequel il a probablement « avoué » être un responsable du CPP. En novembre 2021, le défenseur des droits fonciers [Steve Abua](#), qui aidait au niveau local les paysans et paysannes et les peuples autochtones à défendre leurs droits, a été enlevé. Il reste porté disparu à ce jour. Selon son épouse, ses ravisseurs présumés l'ont appelée après son enlèvement et lui ont demandé de le convaincre de reconnaître son appartenance à un groupe armé.

La [Loi de 2012 contre les disparitions forcées ou involontaires](#) oblige la police nationale et les forces armées des Philippines ainsi que leurs services à délivrer une attestation indiquant s'ils détiennent ou non une personne portée disparue et à rendre publique toute information dont ils disposent concernant sa disparition lorsque des proches, des avocat-e-s, des organisations de défense des droits humains ou des professionnel-le-s des médias en font la demande. Cette loi autorise en outre la Commission philippine des droits humains, à qui elle donne mandat, à « procéder à des visites ou inspections régulières, indépendantes, sans préavis et sans restriction dans tous les lieux de détention et d'enfermement ».

Le « marquage rouge » – pratique des autorités ou de dénonciateurs anonymes consistant à accuser des militant-e-s et des défenseur-e-s des droits humains de liens avec des groupes armés – est un phénomène qui existe depuis plusieurs décennies. Il a cependant pris de l'ampleur au cours des dernières années, sous la présidence de Rodrigo Duterte, après l'arrêt des pourparlers de paix entre le gouvernement et le CPP en 2017. Le décret 70 que Rodrigo Duterte a signé par la suite prévoyait « une approche nationale de la lutte contre les groupes terroristes communistes locaux » et a débouché sur la création du Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local (NTF-ELCAC). Pour les observateurs, ce moment a marqué le début d'une nouvelle campagne de « marquage rouge », de menaces et de harcèlement – y compris sous la forme d'homicides et de disparitions forcées – dirigée contre des défenseur-e-s des droits humains, des militant-e-s politiques, des avocat-e-s, des syndicalistes et d'autres groupes ciblés.

De nombreuses organisations, dont Amnesty International et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, ont appelé à la cessation immédiate de cette approche, en exprimant leur inquiétude face au fait que cette stratégie anti-insurrectionnelle à la portée dangereusement large a entraîné une augmentation du nombre de violations des droits fondamentaux des défenseur-e-s des droits humains et des militant-e-s dans tout le pays.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 11 juillet 2023

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Dexter Capuyan (il), Gene Roz Jami «Bazoo» de Jesus (il)